

Différences



DÉCEMBRE 1991 - N° 123 - 10F

E D I T O

UN MONDE HUMAIN

Après les déclarations de certains leaders politiques sur "l'odeur", "l'invasion", "l'occupation", "les charters", le Front National, avec les propositions scandaleuses que M. Mégret vient de rendre publiques, exploite au mieux l'avantage qui lui est offert. Le Mrap condamne toute exploitation du thème de "l'immigration" à des fins électorales, et demande à tous les politiques de faire preuve d'esprit républicain : les compétitions électorales à venir doivent se situer sur le terrain des vrais problèmes de notre société, et plus généralement sur la question de la véritable citoyenneté, du refus de l'exclusion comme forme de la vie sociale. Le Mrap appelle l'opinion démocratique à une très grande vigilance à propos du thème de "l'invasion des pays aisés et démocratiques par les masses du Sud", et souhaite que se réalise sur le terrain l'action unie et efficace pour la défense des demandeurs d'asile déboutés. Le Mrap prendra les dispositions nécessaires à une concertation générale des forces antiracistes de notre pays, afin de parvenir chaque fois que nécessaire à des actions communes sur des objectifs clairement définis. **Le Mrap appelle tous ses adhérents à participer nombreux à la manifestation nationale "pour la citoyenneté et contre le racisme", le 25 janvier 1992.** Il demande particulièrement à ses comités et fédérations d'intervenir de façon pressante auprès des élus, des autorités spirituelles, politiques, etc. afin d'obtenir chez le plus grand nombre une prise de position exempte de complaisance à l'égard du racisme et de l'exclusion sociale. Enfin, il souhaite que l'année 92, année chargée de symboles et marquée par d'importantes échéances, année aussi d'un congrès national qu'il veut novateur, soit l'année d'une prise de conscience internationale de la nécessité de créer un monde humain pour tous les hommes qui y vivent.

D'après la déclaration du Bureau National 23 novembre 1991

L'EUROPE MALADE DE PERSPECTIVES

"L'Histoire européenne nous a appris à nous méfier de certains mots qui arment les esprits avant de charger les armes (...) Il ne suffit plus aujourd'hui que l'Europe proclame sa bonne conscience universelle, c'est l'universalisme européen qui est en crise, comme ce fut le cas souvent en Europe lorsque s'est exprimée de façon exclusive une aspiration identitaire sans autre visée que le rejet de l'Autre (...)". Réunis à Strasbourg au début du mois de novembre, vingt-cinq écrivains et chercheurs (1) qui savent à quel point l'isolement, le repli sur soi, individuel ou communautaire, sclérosent, stérilisent, lançaient ainsi, avec inquiétude et responsabilité, un appel au réveil.

Comme engourdie par la banalisation de la résistible ascension d'une extrême-droite française, comme paralysée par une accoutumance au discours raciste, d'autant plus facile et sournoisement enraciné dans les comportements, la culture au quotidien, les fantasmes même, que s'estompent - pour le moins - les réactions claires de la majorité de la classe politique française et que s'ébauchent ou s'imaginent peu de perspectives, fussent-elles utopiques, l'"opinion" vient de redécouvrir avec stupeur que les mots, peu à peu, peuvent amener à tuer. Et à ressusciter les pogroms.

Comme à Hoyeswerda, cet automne. Est-ce la violence d'un phénomène qui a pris l'allure d'une vague dangereuse déferlant sur l'ensemble de l'Allemagne, qui a soudain fait peur, alors même que les mouvements néo-nazis existent de longue date dans une Allemagne davantage identifiée, ces dernières décennies, à ses mouvements écologistes et paci-

fistes? Ou bien, du moins pour ce qui concerne l'opinion publique française, est-ce la faculté d'oublier si promptement les ratonnades en France, de refouler le souvenir des agressions racistes commises de plus en plus fréquemment par des skins à Paris, à Lyon ou au Havre, allant parfois jusqu'à l'assassinat, d'oublier que l'extrême-droite française, tantôt démagogiquement "beauf" tantôt se lançant dans de nouvelles surenchères, sert de modèle à une extrême-droite européenne en quête de scores électoraux, qui a détourné les regards de cette "opinion publique" vers l'est, vers l'Allemagne, pour redécouvrir que des mots peuvent tuer? Pourquoi cette peur soudaine face à des agressions racistes en Allemagne quand d'autres, commises en France, ne mobilisent pas massivement l'opinion dans les rues? La vision d'une Allemagne qui serait soudain rendue à ses démons permet-elle de se rassurer en situant finalement le danger ailleurs?

De fait, les pogroms en Allemagne ont tué cet automne.

Comme l'aboutissement logique, en actes, des discours de rejet de l'Autre, quel qu'il soit, méconnu, étranger à soi, à son groupe, par le sang, la couleur de la peau, l'origine, la religion, l'environnement social, les centres d'intérêts, réels, apparents ou imaginés...

L'opinion mesure, peut-être angoissée, mais pourtant encore majoritairement passive, que l'extrême-droite marque des points sensibles dans toute l'Europe, jouant avec habileté d'un vide politique qui, en termes électoraux, se mesure aussi à la croissance dangereuse de l'abstention.

Sommaire

Front national l'ultra-libéralisme contre la société	page 4
Courrier d'une prison marocaine	page 5
Les Mureaux à l'école du bambara	page 8

LE CAS ALLEMAND

Hoyeswerda. Saxe, Allemagne orientale. Cité-dortoir où, un soir de ce début d'automne, des jeunes envahissent un foyer de travailleurs immigrés, saccaquent tout, s'en prennent aux habitants. Et donnent le signal de toute une vague de progrès.

Dans l'ex-Rda, plusieurs foyers de demandeurs d'asile, de réfugiés ou de travailleurs immigrés sont incendiés à l'automne. A Reichenbach, en Saxe, à Schwedt, (Brandebourg)... Partout, l'on retrouve des slogans nazis, criés ou écrits. A Dresde, en Saxe, sont incendiés et un foyer de réfugiés, et un café alternatif. D'autres centres sont la proie de cocktails Molotov, d'attaques de commandos. Les cibles : les travailleurs immigrés des "pairs frères" de l'ancienne Rda, principalement, demeurés des années durant dans leurs guettos: Roumains, Vietnamiens, Cubains... Et les ex-"vopos", reconvertis en "policiers allemands", laissent passer des cortèges de skins et autres jeunes déguisés en nazillons, prêts à toute violence, hurlant "Heil Hitler, Sieg Heil".

Un an après la réunification de l'Allemagne.

Libération de passions xénophobes et assassines, héritées de la période nazie et jamais réellement éradiquées, que l'ancienne Rda parvenait à réprimer, au nom de "l'amitié entre les peuples" et du "respect de l'autre", et qu'aucun garde-fou ne viendrait plus contrarier aujourd'hui? Transfert, au contraire, d'un modèle de disciplines et d'uniformes vers un autre modèle de discipline et d'uniformes, d'une société -et en particulier d'une jeunesse- déboussolée par la valse de valeurs apprises et comme rejetées en bloc au nom de l'entrée dans le système libéral? Ni l'une ni l'autre de ces explications, séparément, ne convainc. D'autant moins qu'un phénomène analogue secoue l'ouest de l'Allemagne. Incendies de foyers à Hambourg, à Osnabrück, Burgwedl, Edemissen, en Basse-Saxe, à Neumünster, dans le Land de Schleswig-Holstein, à Fribourg et March-Neuershausen, dans le Bade-Wurtemberg, à Essen, Münster, Ahlen, en Rhénanie-Westphalie. A Hünxe, l'incendie d'un foyer tue deux enfants libanais. Soulevant, heureusement, mais en l'occurrence trop tard, le haut-le-cœur de l'opinion publique allemande. Agressions multiples contre des groupes ou des individus, tabassages, cocktails Molotov. Et ces mêmes références : croix gammées, étoiles jaunes peintes sur des foyers de travailleurs yougoslaves, manifestations le jour anniversaire

de la Nuit de Cristal. L'Allemagne réunifiée aurait-elle retrouvé, comme se plaisent à le prétendre certains, une puissance nationaliste conquérante ou reconquérante, après des décennies de frustration nationale? Explication hâtive, quelque peu anachronique, d'une facilité toute faite. D'une facilité dangereuse qui évite de voir la complexité des crises qui traversent aujourd'hui cette société.

Tentant d'y voir plus clair, dans un article intitulé "La Rda existe-t-elle encore?", et paru dans *Etudes* de novembre dernier, Margaret Manale explique à quel point la déstabilisation de la société est-allemande résulte de la déstabilisation des individus, individus sociaux, moulés quarante années durant dans une culture singulière aujourd'hui totalement remise en cause, sans entrer de plein-pied (qu'est-ce que cela voudrait dire, et comment même l'imaginer en si peu de temps?) dans une autre culture, celle de leurs compatriotes de l'ouest, dans une Allemagne réunifiée qui les maintient pourtant dans une sorte de sous-citoyenneté.

"Je est un autre"

Arthur Rimbaud

Margaret Manale parle de "insécurité". Probablement toute nouvelle. Inflation, chômage massif qui touche déjà plus de 12% de la population active et que l'on estime à près de la moitié de la population d'ici une année, suppression de réels acquis sociaux, crise gigantesque du logement qui jette des milliers d'Allemands de l'est soudainement à la rue, suspicion permanente et multiplication des interdits professionnels à tous les niveaux, dans tous les domaines, déqualifications méprisantes... "Ils doivent souvent se contenter d'être intégrés à un niveau de qualification inférieur à celui qu'ils avaient avant l'unification, sous prétexte qu'ils ont été surévalués par les représentants d'un régime qualifié de mensonger (...)" "Pendant une période de transition, le nouveau citoyen de Rfa reçoit à titre officiel un salaire équivalent à seulement 60% de celui d'un Allemand de l'ouest exerçant les mêmes fonctions. 60% du salaire : 60% d'appartenance à la communauté ouest-allemande?" interroge-t-elle.

Evoquant une attitude de "soumission aux dures réalités économiques", et parallèlement de soumission politique, Margaret Manale demande : "Est-ce un hasard si le radicalisme d'extrême-droite se développe dans ces mêmes régions? Le néo-nazisme est une manière pour

l'individu, surtout jeune, d'affirmer son identité à part entière".

Phénomène social autant que psychologique bien connu : la surenchère comme moyen imaginé de reconnaissance sinon d'identification faute d'identité reconnue.

Lors d'un débat organisé en octobre dernier à l'Institut Heinrich Heine à la cité universitaire à Paris, un journaliste allemand expliquait l'incohérence dans laquelle sont plongés les jeunes de Rda qui non seulement passent "d'un régime d'autoritarisme à l'est à un régime d'autoritarisme à l'ouest", mais aussi sont déconcertés par la facilité ou la rapidité avec lesquelles certains "adultes" "retournent leur veste", abandonnent des "valeurs" ou références passées, au profit de nouvelles, mal définies...

Qu'en est-il à l'ouest? Faut-il se contenter de croire, comme l'écrit l'auteur du papier d'ouverture d'un récent numéro de *Dossiers et Documents* du *Monde* consacré à l'Allemagne réunifiée qu'il s'agit d'une "contamination du phénomène à l'ouest", qui aurait "pris de court les autorités"? Une fois encore, le journaliste présent à l'Institut Heinrich Heine est à ce sujet plus nuancé : l'absence de réaction des autorités aux délits racistes à l'est a incité les groupes nazis existants à l'ouest à agir davantage au grand jour. Contre tous les immigrés, y compris contre... les Allemands venus de l'Est, alors même que la réunification de l'Allemagne avait constitué le thème porteur de l'extrême-droite allemande jusqu'à ces dernières années.

De fait, les groupes néo-nazis portant chemise brune, défilant au pas de l'oie, n'ont pas attendu 1989 pour envahir les stades de foot, distribuer leurs tracts incitant à la haine raciste et au renvoi des immigrés, ni même manifester dans les rues des cités de l'Allemagne occidentale. Selon l'Office fédéral de protection, de la Constitution, un "noyau dur" de 5 000 nazis, pourvus en armes modernes, en influencerait quelques milliers d'autres en Allemagne(2). Selon cet office, quatre mouvements venus de l'ouest sont parvenus à constituer des "réserves" en Allemagne de l'est, en particulier parmi de jeunes adolescents: le Freiheitlichen Deutschen Arbeiterpartei, la Deutsche Alternative, le Nationale Offensive, et le Nationalistische Front, tandis que les deux mouvements les plus "connus" à l'ouest, le Ndp (Nationaldemokratische Partei Deutschland) et la Dvu (Deutsche Volkunion) (3) forte de près de 20 000 sympathisants, piétineraient encore à l'est.

Les réactions de la population allemande ont cependant montré un autre visage de leur société. De nombreux mouvements et associations ont secouru les

familles immigrées sauvagement attaquées. Dans plusieurs villes, des manifestations à l'appel des Verts, des organisations pacifistes et anti-racistes, de différents mouvements alternatifs, ont rassemblé chaque fois plusieurs milliers de personnes. Et un sondage réalisé à la mi-octobre montrait que 60% des Allemands considéraient alors comme "normal" qu'il y eût beaucoup d'"étrangers" en Allemagne.

Le Gouvernement a choisi lui aussi de réagir. Notamment par des spots publicitaires télévisuels sur le thème: "je suis un étranger". Dans une récente interview au *Monde*, Daniel Cohn-Bendit, adjoint au maire de Hambourg et chargé avec d'autres de l'un de ces spots, confirmait cette tendance à réagir de la société allemande.

L'EFFET LE PEN

Se polariser sur le seul cas allemand, c'est ne regarder qu'un arbre dans la forêt. Les skins ne sont pas nés en Allemagne, et, au-delà de ces phénomènes encore marginaux, les récentes élections dans presque toute l'Europe n'ont guère de quoi rassurer.

En Angleterre en France ou ailleurs, le phénomène "skin" n'est pas le simple ralliement de quelques jeunes en mal d'avenir, épris de musique violente, prêts à la bastonnade n'importe où, n'importe comment. Non. Le mouvement, essentiellement masculin, est structuré, organisé, idéologisé. Parmi les skins, on prône la violence raciste et la haine de tout mouvement de gauche, jusqu'au meurtre. Et le mouvement recrute parmi les très jeunes. Jeunesse privée d'avenir, vite formée à la mode des SA.

En Belgique, en Autriche, en Angleterre, en France ou ailleurs, s'organisent aussi de longue date des mouvements néo-nazis aux milices surentraînées où se regroupent, derrière le culte du Führer, anciens des Waffen SS et nouveaux nazis qui savent se retrouver en Europe et au-delà. Les organisations de certains de ces Waffen SS, tels que Franz Schönuber, ont même un temps participé au "groupe des droites européennes" dirigé par Le Pen au Parlement européen.

Mais parallèlement se structurent des mouvements aux allures qui se voulaient "respectables", aux leaders populistes en costumes-cravates et sourires en coin sur les affiches, aux discours plus élaborés, sachant jouer de la peur de l'immigration, de la peur de l'Autre, cet inconnu, pour progresser plus massivement dans toutes les couches des sociétés, s'appuyant notamment sur les frustrations sociales, personnelles, des uns ou des autres. (4).

L'"effet Le Pen" a fait réfléchir une extrême-droite européenne qui a abandonné l'image des crânes rasés, muscles, chaînes de vélos, matraques et blousons noirs, groupuscules, pour préférer celle de "dignes pères de familles" d'un tryptique "famille-travail-patrie". Au centre: l'homme, blanc.

Tandis qu'aux Etats-unis, où (par ailleurs?) de plus en plus de cliniques pratiquant l'IVG sont les cibles de commandos et où Bush vient de faire interdire les conseils sur l'avortement dans les cliniques financées par des fonds publics, le nazi David Duke, ancien membre du Ku Klux Klan, remporte 40% des voix en Louisiane, l'Europe -du moins occidentale- (5) a vu réapparaître sur la scène politique lors de dernières élections des "Fronts nationaux" et autres mouvements d'extrême-droite, à la suite de campagnes organisées sur le thème de l'immigration. Ceux-ci ne visent plus (ou plus seulement) l'action commando de groupuscules, mais avant tout l'influence de masse distillant progressivement leur idéologie d'exclusion.

8% des voix en Belgique. Avec des scores dépassant 20% dans certaines villes. Plus de 6% en Suède, plus de 22% en Autriche. Et l'on connaît les résultats en France...

"Nul sans ailes ne peut connaître le Plus Proche"

Hölderlin

Alors quoi? Montée du fascisme dans l'opinion européenne? On n'en est certes pas là. Mais on aurait tort de croire que l'on en est à l'abri. D'autant que de tels scores sont utilisés par l'extrême-droite pour légitimer (la banalisation serait-elle légitimation?) son existence et le développement de ses thèses.

Mais ces sociétés sont aussi malades de perspectives. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si continuent à progresser des courants alternatifs, ou écologistes qui se présentent effectivement comme alternatifs à une classe politique déconsidérée. Ce qui est important sans aucun doute. Mais pas suffisant devant le danger réel d'une extrême-droite progressant à la faveur de l'abstention.

Tous les champs d'intervention sont à investir, et notamment le champ culturel, permettant de faire découvrir ou redécouvrir le plaisir de l'échange. Les écrivains réunis à Strasbourg citent avec raison Hölderlin: "Nul sans ailes ne peut connaître le Plus Proche". Mais il peut être dangereux, aussi, de se détourner

puddiquement du champ politique. Et de ne pas souligner auprès de ceux qui feraient preuve de cécité que, plutôt que de jouer des jeux politiques, de se demander comment faire grandir l'extrême-droite juste assez pour diviser des adversaires politiques, mais point trop pour ne pas se trouver directement confronté à elle, plutôt que de se demander ce qui rapportera le plus électoralement: alliances, pas alliances, plutôt que de faire croire que la démocratie c'est laisser dire et faire n'importe quoi (Hitler n'est-il pas arrivé au pouvoir selon un processus dit démocratique en Allemagne?), plutôt que d'éviter parfois de se situer, à la veille d'élection, de peur, justifiée ou non, de perdre quelques voix dans un électorat en particulier populaire... l'ensemble de la classe politique aurait intérêt, à l'instar de quelques hommes et femmes lucides, élu(e)s ou non, à en prendre conscience. Car qui sème le vent récolte la tempête.

Isabelle Avran.

- (1) Parmi lesquels Antonin Liehm, Adelwahab Meddeb, Pierre Bourdieu, Juan Goytisolo, Jean-Luc Nancy, Pedrag Matvejevic, Yachar Kemal, Jose Saramago... Texte paru dans *Le Monde* du 23 novembre 1991.
- (2) Cité dans *Libération* du 16 octobre 91
- (3) Respectivement: parti des travailleurs pour la liberté, Alternative allemande, Offensive nationale, Front national, Parti national démocratique d'Allemagne, Union du peuple allemand.
- (4) Voir à ce sujet Brigitta Orfalli : *L'Adhésion au Front National : de la minorité active au mouvement social* (préface de Serge Moscovici) Editions Kimé, Paris, 1990.
- (5) Nous reviendrons prochainement sur la situation en Europe orientale.

A lire notamment :

- Margaret Manale : "La Rda existe-t-elle encore?", *Etudes*, novembre 1991
- Christophe Mohr : "Le prix des illusions allemandes", *Le Monde Diplomatique*, juin 1991
- Maurice Najman : "Chronique d'une faillite annoncée", *Confluences*, juin, 1991
- Margaret Manale : "Les Allemands de l'est, sinistrés de l'unification", *Le Monde Diplomatique*, août 1991
- Alfred Grosser : "Faut-il craindre le nationalisme allemand", *L'Histoire*, novembre 1991
- les dossiers spéciaux de *Celsius* et *Article 31*.

COLLOQUE :
UN BON DÉBAT

Une rencontre sur "l'immigration dans les médias" a été organisée par la "Croix l'Événement" et Reporters sans frontières avec le soutien du FAS, de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (représentée par M. Paul Bouchet) et de Claude Cheyson, Président de la Fondation "l'Arche de la Fraternité". Les deux tables-rondes de la journée (28 novembre) ont été consacrées au "ras-le-bol des journalistes" présenté par Halima Thierry Boumediene (EMAF) et "quelle vérité sur l'immigration". Ce deuxième thème a été introduit par deux interventions de grande qualité : la première de Roland Cayrol (membre du Conseil Supérieur de l'audiovisuel) consistait à analyser l'utilisation des sondages, la seconde de Emmanuel Todd, responsable de la bibliothèque de l'INED, a fait un tour d'horizon des réalités que révèle la comparaison des recensements de 1982 et de 1990. Partant de matériaux tout à fait différents, les deux analyses ont abouti à des conclusions similaires :

1°) Paradoxalement, l'immigration ne constitue pas la préoccupation essentielle des Français alors qu'elle occupe une place centrale dans les débats politiques.

2°) Bien qu'au cœur des fantasmagories actuelles, l'immigration ne présente pas un caractère quantitatif pertinent. Par contre, la distribution géographique des immigrés (Région Parisienne en particulier) en fait une sur-exposition structurelle face aux élites politico-médiatiques.

Ces travaux sont majeurs pour comprendre la vraie fausse question de l'immigration. Le colloque, animé avec habileté et finesse par Noël Copin (*la Croix l'Événement*), a eu le mérite de les faire découvrir au public et aux journalistes. Nous y reviendrons certainement dans nos éditions à venir.

C. B.

FN : L'ULTRA-LIBÉRALISME
CONTRE LA SOCIÉTÉ

Les cinquante propositions présentées au colloque sur l'immigration du Front national (le 16 novembre dernier à Marseille) ont fait, à juste titre, couler beaucoup d'encre. L'autre aspect, fondateur de l'idéologie de l'extrême droite -ultralibéralisme, dérèglement des droits des salariés, contestation des libertés individuelles- n'a malheureusement pas été évoqué.

Le monde politique et l'opinion ont été secoués par ce qui se présente comme un projet raciste visant à instaurer un apartheid institutionnel en France. On peut néanmoins s'interroger sur l'effet d'étonnement qu'il a produit. Cet étonnement paraît d'autant plus curieux, voire suspect, qu'il contribue précisément à élargir l'amplitude du travail de propagande orchestré par les hauts responsables du FN. Pourtant, l'ensemble de ces mesures, dans leur formulation ou dans leur inspiration existent depuis longtemps ; elles ont été formalisées dans un livre préfacé par Le Pen, intitulé "Pour la France, programme du Front national", paru en 1985 (1). Ce texte ne peut être ignoré de ceux qui ont la responsabilité de gouverner ou le privilège d'accéder à la parole publique. Par ces 50 mesures, le thème de l'immigration a été

EXTRAIT de l'ensemble programmatique du FN à la veille des échéances électorales. Cette extraction qui oublie momentanément les orientations économiques et sociales dont le caractère antipopulaire est prégnant, entre bien dans la tactique du FN: servir en priorité de plus petit dénominateur commun à tous les courants conservateurs et xénophobes. Les propositions programmatiques du FN reposent sur un projet global ultralibéral, autoritaire, antisindicaliste, anti-parlementaire. Le tout arrangé d'une sauce populiste qui cache mal, à y regarder de plus près, la précarité de droit

dans laquelle seraient jetés les salariés, en particulier ceux aux revenus les plus modestes.

UN PROGRAMME
DE RUPTURE

La rupture fondamentale proposée concerne le rôle de l'Etat. C'est au capitalisme le plus sauvage que convie le FN en ne laissant aux pouvoirs publics et à l'Etat que les domaines de la justice, de la police, de la diplomatie et de l'armée. "Quant à l'ensemble des productions de richesse matérielle, il relève de l'initiative individuelle dans le cadre général des lois qui régissent la société" (p.50). Ce qui signifie un véritable démantèlement de l'Etat en tant que régulateur des fonctions économiques et sociales. Les salariés ne bénéficieraient plus d'aucune protection vis-à-vis de l'employeur : le droit de grève serait interdit pour les fonctionnaires dont le nombre sera substantiellement réduit par "mise à la retraite et démission" (sic) ; l'abrogation de l'ordonnance de 1945 mettrait le salarié hors de toute protection juridique puisque l'embauche et le licenciement ne seront plus soumis à aucune réglementation. La semaine de 39 heures comme le repos hebdomadaire et le niveau des salaires (avec notamment la suppression du SMIC) seraient laissés à la libre appréciation de l'employeur.

UNE LIGNE ANTISOCIALE

Le juteux stock de 2,5 millions de logements antisociaux sera livré à la bonne aventure des investisseurs immobiliers sous prétexte de les vendre à leurs locataires (français) une fois les loyers libérés de toute réglementation. Les agriculteurs ne seront pas en reste puisque après une hypothétique "restauration de la compétitivité" dont on ne trouve description nulle part, les subventions comme les offices publics seraient supprimés. Ces perspectives relèvent d'un prin-

cipe de fond : "la solidarité collective ne doit intervenir que de manière subsidiaire et uniquement lorsqu'elle est indispensable" (p.87). On imagine qu'elle ne le sera pas souvent... Quant au programme de santé, il se résume à une liberté totale des honoraires médicaux et à la mise en concurrence des mécanismes de la sécurité sociale avec des assurances privées.

L'APOLOGIE DU FRIC

Le mot "liberté" est permanent dans ce programme. Mis en contexte, il réfère constamment au libéralisme économique le plus dur et à l'apologie de l'argent ; un principe de base : protéger par tous les moyens les capitaux notamment en dérégulant la fiscalisation ; l'idée centrale : l'impôt sur le revenu ne doit plus être progressif mais proportionnel. Plus le revenu est élevé moins l'imposable paie. C'est ce que ce programme pré-fasciste appelle l'inégalité au service de la justice. La bête noire de l'idéologie du FN c'est explicitement "l'égalitarisme". Quel que soit le thème abordé, le paramètre "conditions de ressources" est balayé. En ce sens, l'évolution de ces cinquante dernières années qui a vu éclore une régulation des effets les plus négatifs des lois du marché serait remise en cause par une déréglementation tous azimuts.

UN ORDRE CONSERVATEUR
ET FASCISTE

L'ordre moral et idéologique que ferait régner la bande à Le Pen fait frémir par certaines de ses aberrations comme par la condamnation explicite des acquis de l'évolution des mœurs et des libertés individuelles. Une attaque contre les mathématiques laisse perplexe : "les mathématiques modernes ont été sciemment utilisées pour empêcher les parents d'aider les enfants dans leurs études". C'est incroyable mais vrai : page 143. Toute la partie consacrée à "la

réforme intellectuelle et morale" part du présupposé totalitaire du complot : il y aurait en France un complot ourdi par "la bande des quatre (entendez RPR, UDF, PS, PC, ndlr) contre la famille, la nation, l'identité. Dans ce délire parfaitement intégriste sont attaqués (demain rasés?) le Centre culturel Pompi-dou, la Pyramide du Louvre ou l'Opéra-Bastille. Les films des cinéastes Jean-Luc Godard, Youssef Chahine, Ilmaz Guney, Ettore Scola désignés par leur nationalité n'auraient plus de chance d'apparaître sur nos écrans. Après l'égalitarisme, c'est le cosmopolitisme auquel s'attaque avec acharnement le programme du FN. Par une alchimie grotesque l'Art deviendrait "français" et tant pis pour les multiples héritages culturels que la France a su faire siens. Si le

Front national n'avait pas réussi sa stratégie d'enracinement politique, culturel et idéologique, il suffirait de considérer ce programme comme un canular. Non seulement, ses "idées" ont gagné du terrain, partout, mais il faut bien se rendre compte que son programme repose sur une VRAIE logique. Une logique où l'argent, régnant en roi, serait promu critère exclusif d'organisation sociale. On peut bien sûr arguer que ce programme est objectivement inapplicable du fait de la mondialisation incontrôlable des moyens de production et d'échange des richesses matérielles et spirituelles. Il reste que le programme de 1985 dont les 50 mesures sont une application circonstanciée ouvre la voie à une politique conservatrice, réactionnaire, antirépublicaine qui risque demain d'être

reprise par des forces politiques plus "présentables". La ligne de fracture est annoncée : elle ne se situe pas uniquement dans l'axe raciste/antiraciste mais aussi dans le couple antinomique : politique sociale ou politique antisociale. On aurait aimé que le débat sur les 50 mesures soit élargi à ces principes fondateurs de l'idéologie d'extrême droite. Une telle diligence aurait permis de dessaisir le thème de l'immigration de sa place redondante dans le débat politique et de révéler aux électeurs le danger moral et économique que représente l'extrême droite.

Chérifa Benabdessadok

(1) Cf. Différences, numéro spécial "l'extrême droite en face" mars 1990

TÉMOIGNAGE

COURRIER DU MAROC

Un jeune Marocain a fait parvenir à Différences une longue lettre qui raconte le parcours civique et politique qui l'a mené à la prison de Fès où il est toujours incarcéré. Le cas d'Abou Saïd confirme tous les dangers des restrictions au droit d'asile en Europe. (extraits)

Mon nom est Abou Saïd, je suis né le 25 novembre 1963 à Berkane, nord-ouest du Maroc. Je fus renvoyé définitivement du lycée avec dix autres élèves parce que nous étions actifs dans le mouvement protestataire des élèves... Immédiatement après les événements de janvier 1984, la police a violé notre domicile à Berkane. Elle a menacé mes petits frères, mes sœurs et ma mère. J'ai quitté la ville de Berkane pour gagner Fès. J'ai dû passer le baccalauréat en candidat libre, et je l'ai obtenu. La même année, je me suis inscrit en philosophie à l'université de Fès. Je suis alors devenu membre actif de l'Union nationale des étudiants marocains. Recherché par la police, je ne pouvais rendre visite à ma famille qu'en me rendant de nuit dans ma ville natale. Plusieurs fois la police a arrêté ma mère, puis mon frère Brahim, alors sauvagement torturé, puis mes petites sœurs Joudia et Zhor. J'ai tenté de me rendre en France en passant par l'Espagne, mais la police espagnole m'a arrêté le 9 janvier 1986, à 23 heures. Après 48 heures au commissariat et trois jours en prison, la police m'a remis aux autorisés marocaines. Je suis resté 72 jours au commissariat *Derb Moulay Cherif*. Ensuite, j'ai pu regagner ma ville natale et voir ma famille.

Plusieurs de mes camarades furent arrêtés après les mouvements de grèves étudiants de 1986-1987. Deux autres ont été tués par la police l'année suivante lors d'une manifestation pacifiste de solidarité avec l'Intifada palestinienne. Une semaine plus tard, la police décidait l'expulsion de 39 étudiants de l'université (j'en étais), mais nos menaces de boycott des examens a fait revenir l'administration sur cette décision..

En 1988-1989, je suis devenu porte-parole des étudiants baassistes progressistes, qui refusent la violence et militent pour l'amélioration des conditions des étudiants. Faute de réponse à ces revendications, nous avons décidé de boycotter les examens de fin d'année. Le 5 juin 1989, la police nous a arrêtés, amenés de nuit, les yeux bandés et les menottes aux poings au commissariat de *Derb Moulay Cherif* de Casablanca. Nous avons été incarcérés isolément, changé nos vêtements civils contre la tenue du commissariat, et dû garder bandage et menottes en permanence, même pour manger, pour la toilette. Je suis devenu le N°4, j'ai subi de nombreux interrogatoires et tortures ("avion", "perroquet", "chiffon" "fouet"...). qui redoublent après des réponses négatives. Exemple : est-ce que j'étais adhérent de l'organisation marxiste *il-al-amam* (ce qui n'est pas le cas). Après ces séances, je ne pouvais plus tenir debout. Mes pieds ont gonflé et mes doigts n'ont retrouvé leur sensibilité qu'au bout de quatre mois.

Après quarante-deux jours à *Derb Moulay Cherif*, ils nous ont rendu nos vêtements et nous ont ramenés au commissariat de Fès. Cellules sales, pas de couverture, pain sec. Ils ont falsifié procès verbaux et dates d'incarcérations. Nous avons été présentés au procureur du roi puis incarcérés à la prison civile de Fès, d'abord avec les droits communs, puis avec nos camarades. Le procès a commencé le 17 juillet 1990. J'ai eu l'occasion de dire que je continuerais à me battre pour les droits de l'homme. Le Président a prononcé des peines de trois à cinq ans fermes. J'ai été condamné à cinq ans. Je suis toujours à la prison de Fès, étudiant en quatrième année de philosophie. Mon numéro d'écrou : 43468.

HAMADI ESSID
N'EST PLUS

Le Mrap s'incline avec respect devant la mémoire d'Hamadi Essid décédé le 27 novembre. Nous garderons le souvenir de cet homme de grande intelligence et de culture tendu de toutes ses forces vers les objectifs de justice et de paix notamment au Proche-orient où il a milité en faveur de la sécurité et de l'entente entre tous les peuples en présence. Ses contributions écrites et parlées continueront d'inspirer tous les partisans de la paix dans cette région à l'heure où s'amorce un processus qui nourrit l'espoir d'un meilleur avenir pour les générations futures. **Le secrétariat du Mrap.** 28/11/1991

UN HOMME
ORDINAIRE

Tel est le titre d'un texte anglais de Alan Drury qui met en scène un homme sans histoires, accablé et déçu par une vie méticuleuse et morne, tenté par la divagation raciste et xénophobe que lui propose l'un de ses amis. Créé en mai 1991 à Limoges, produite par Thalia Théâtre, mise en scène par Anne Barlind interprétée par Richard Leteurtre, soutenue par le Mrap, la pièce sera présentée au Petit Théâtre de Clichy, du 14 Janvier au 8 février 1992.

Réservations au 43.57.68.19.

ASSOCIATIONS :
DIX ANS DÉJÀ!

Voici une décennie que le gouvernement Mauroy a autorisé la libre association des étrangers en France, laquelle avait été sévèrement réglementée par le gouvernement Daladier en 1939. Selon la FONDA -Fondation pour la Vie Associative- il se crée entre 60 000 à 70 000 associations par an dont une sur cent à l'initiative d'étrangers ou d'immigrés. Malgré l'absence de statistiques et de recherches sociologiques précises, 5 000 seraient en activité.

CONTRIBUTION AU DÉBAT

Cette rubrique est la votre. Pour enrichir le débat préparatoire au congrès, Différences a ouvert depuis le dernier numéro ses colonnes aux contributions de ses lecteurs. Nous espérons recevoir un courrier nombreux qui permettra à notre prochaine livraison (numéro de janvier) de refléter les points de vue les plus divers. Vos textes doivent arriver très vite étant donné les délais de fabrication. Pour tous renseignements pratiques, s'adresser à la rédaction.

Merci.

Le pré-projet d'orientation paru dans le dernier numéro de Différences ne paraît pas novateur tant du point de vue de la structure globale que du contenu. Présenté en trois parties (1° Où en est le monde aujourd'hui? 2° Où en est la lutte contre le racisme? 3° Que faut-il faire?). Il reprend en fait un schéma classique et usé qui favorise la description commentée, la thèse, au lieu du questionnement auquel on pouvait s'attendre.

Ce texte présente deux défauts majeurs :

- Il s'appesantit sur une série d'évidence (exemples : "le négationisme s'attaque à la Shoah". "Les militants du Pcf et du Ps se retrouvent souvent avec les antiracistes"...) et abandonne les problèmes de fond pourtant abordés par les premières contributions et le débat du Conseil national du 19 octobre.

- Il s'accroche à une vision panoramique et schématique du monde, ce qui réduit les interrogations vitales pour le Mrap, quant à sa nature et à sa fonction, à des clichés hétérogènes (exposés dans la troisième partie, paragraphe 2 intitulé "Les méthodes").

De ce fait, ce texte au titre "novateur" n'ouvre pas toutes les pistes du débat préparatoire au congrès. Ainsi, tout au début de la troisième partie, cette phrase est dangereusement réductrice : "c'est ici que nous invitons surtout à réfléchir en vous demandant de choisir entre les diffé-

rentes options" etc. Ce qui suppose explicitement qu'il existe d'emblée avant même que le débat ait eu le temps de s'instaurer qu'il existerait une analyse commune à tous (contexte international et national). Seul le "que faire?" serait susceptible d'être discuté.

QUELQUES PROPOSITIONS

MILITER, ADHÉRER, S'ENGAGER

Premier paramètre à prendre en compte pour aborder les orientations de l'après-congrès : la stagnation du nombre des adhérents et des militants. Fait révélateur du mal-être de notre association comme de son vieillissement, il se trouve partagé par l'ensemble des structures classiques (associatives, politiques, syndicales). Cette stagnation semble durable même si le Mouvement pouvait se donner très vite les moyens d'une réforme (modernisation?) de ses structures, de ses services, de son discours, de ses moyens de communication internes et externes.

Militer, adhérer, s'engager : ces termes comme les réalités qu'ils recouvrent ont perdu en bonne partie la force de leur signification individuelle et sociale. La méfiance à l'égard du "politique", notamment envers les structures centralisées, pyramidales, a gagné du terrain. L'engagement de quelque forme que ce soit emporte davantage l'intérêt lorsqu'il est localisé et ponctuel. Les gens ont besoin, aujourd'hui plus qu'hier, de maîtriser, de contrôler le sens de leur adhésion et les pouvoirs qu'ils délèguent. Le patrimoine humaniste français, dans ses théories globalisantes comme dans ses formes d'intervention pratique, historiquement ancré à gauche, est en crise. Il n'y a pas de raison "miraculeuse" pour que le Mrap échappe à cette tension. De ce fait, le Mrap est interrogé par sa propre histoire. Les grilles de lectures héritées

des divers apports idéologiques et politiques qui ont constitué les orientations globales du Mouvement demandent à être nommées, analysées de façon contradictoire, mises en perspective, pour réfuter ce qui paraît obsolète, conserver ce qui rassemble, donner naissance à de nouveaux paramètres pour la réflexion et l'action.

Du point de vue du fonctionnement, il paraît essentiel de vérifier auprès des militants et des comités locaux si la "localisation" (ou encore "l'antiracisme de proximité") est une bonne hypothèse. Auquel cas, le concept de "décentralisation" ou de "régionalisation" des responsabilités devrait donner lieu à un vrai travail de réflexion organique. Lequel aurait principalement à répondre à la question : comment décentraliser (ce qui supposerait un allègement de la structure du Siège national) tout en ne perdant pas l'expression à l'échelle nationale? Il va de soi que la concentration des pouvoirs et des élites politico-médiatiques en Ile de France impose d'y être présent. A moins que les efforts fournis par le Siège soient suffisamment disproportionnés par rapport aux résultats que l'on renonce à avoir une activité centrale aussi quotidienne?

RACISME, ANTIRACISME, IMMIGRATION

Je ne m'attarderai pas sur l'évolution du racisme en France ces dernières années dans laquelle la permanence du Front national fonctionne comme l'expression politique et social la plus aboutie. Plusieurs "pièges" semblent avoir fonctionné contre l'efficacité du travail du Mrap.

Trois exemples :

- la focalisation sur l'immigration et l'incapacité générale, dont la nôtre, à déplacer le problème. Ce qui a mené à deux types de référence :
- la référence au Front national que nous n'avons cessé de contrer dans ses thèses xénophobes comme dans les actes contre l'immigration

c) la référence gouvernementale, en particulier autour du thème de l'intégration.

On peut aisément comprendre que le Mouvement devait s'attacher à ce qui paraît le plus aberrant, le plus dangereux, le plus antinomique par rapport à l'éthique du Mrap. On peut aussi de demander si la question de l'immigration ayant radicalement changé de nature et de contexte (schématiquement : immigration fixée, fin de l'empire colonial, construction européenne, mondialisation qualitativement nouvelle des échanges, émergence de leaders communautaires...), le Mrap ne s'est pas trouvé dépourvu de références nouvelles propres à poser les problèmes "autrement".

Questions : les immigrés s'intégreront-ils par assimilation individuelle classique ou bien par la constitution de réseaux communautaires, de lobbys culturels et politiques? Quel peut être dans un cas comme dans l'autre (exclusivement ou simultanément) le rôle du Mrap? La même interrogation peut prendre en compte le futur de l'Islam de France...

Ces axes de réflexion s'imposent d'eux-mêmes parce qu'ils engagent l'avenir mais aussi parce qu'ils ouvriraient au Mrap le sentier d'une démarche offensive, médiatrice, constructive.

LA STRATÉGIE ET LA QUESTION DES CHOIX

Le Mrap a, sans doute, durant ces dernières années opéré des mutations de fait. Tout le travail (dont un bilan national serait à faire) sur la "nouvelle citoyenneté" est à mettre à l'actif de cette adaptation. Il apparaît assez clairement que face aux multiples sollicitations liées à l'actualité (réglementation du droit au séjour, DAD, Double peine, nouveaux articles de la loi de 72, diffamations, discriminations et crimes racistes, action internationale amplifiée par les événements que nous avons connus, participation aux structures institutionnelles telles que la Commission nationale consultative des droits de l'Homme et l'Onu), il soit normal et tentant

de répondre présent. Cette présence est malheureusement dans certains cas précipitée, brouillonne, parfois confuse, sans effet de résonance, et sans évaluation des forces : des bilans, des objectifs, des résultats. En un mot sans stratégie. Ce constat force l'attention : il induit aussi bien le déficit de la réflexion que l'insuffisance de la mobilisation des forces militantes. Notre attention devrait porter à ce niveau sur les points suivants :

1) Comment rétablir une notoriété cohérente? Comment donner au Mrap toute sa place dans les débats intellectuels? De quelle manière instaurer des passerelles entre le monde du militantisme de terrain et celui de la culture et de la réflexion, lequel peut incontestablement ouvrir la voie à l'imagination militante, à la créativité?

2) Faut-il donner des visages à notre sigle, personnaliser l'action, avoir des militants connus et reconnus? De quelle manière s'organiser pour allier engagement militant, compétence et autonomie des structures et des responsabilités?

3) Comment sortir des préjugés qui collent à l'image du Mrap? Par quels moyens, pratiques et symboliques, afficher, affirmer, faire vivre un nouveau pluralisme? Un pluralisme qui dépasse qualitativement l'addition d'étiquettes politiques pour engager un débat constant sur les thèmes qui nous préoccupent? Comment assumer notre rôle de mouvement non partisan ce qui suppose d'abandonner aussi bien la méfiance de principe (à l'égard de ce qu'on a pris l'habitude d'appeler l'antiracisme officiel) que la sur-demande adressée aux forces politiques ou sociales traditionnellement proches, voire parties prenantes du Mrap?

L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES

C'est en partant de la réalité des forces du Mouvement, des possibilités de travail en commun avec les autres associations et les institutions qui s'y prêtent que peut être conçue l'énorme question internationale. L'échec de la rencontre européenne que

nous souhaitons organiser à Strasbourg est à bien des égards significative. Là encore, il faudra bien se pencher sur les concepts de "peuple", de "nation", de "minorité", de "différences" pour mieux orienter nos choix. On pourrait envisager qu'une partie des travaux du congrès soit consacrée à ces questions. Ce qui donnerait un nouvel éclairage au principe du droit de vote des étrangers (dont on ne mesure pas assez toutes les implications juridiques et philosophiques) et au phénomène de la bi-nationalité dont tout porte à croire qu'il se développe et se développera dans un avenir proche.

Chérifa Benabdessadok

RENCONTRE SUR L'ANTISÉMITISME

La commission "antisémitisme et néo-nazisme" du Mrap organise le 1^{er} février 1992 à 14 heures une demi-journée d'étude sur l'antisémitisme. En commémoration du bicentenaire de l'émancipation des juifs, la rencontre portera en particulier sur "judaïsme, antisémitisme et révolution" et sur l'évolution de l'antisémitisme ces dernières années.

Participeront notamment à cette rencontre :

François de Fontette (professeur à la faculté de Droit)
Jean-Paul Chagnollaude (enseignant et écrivain)
Albert Memmi (sous réserve)
Henri Alleg (journaliste et écrivain)
Albert Levy
et Pierre Krausz (membres du Mrap)

Les débats seront présidés par Marie-Claire Mendès-France. Ils auront lieu au Sénat sur invitation à demander au siège du Mrap.

MICRO-PROJET

LES MUREAUX À L'ÉCOLE DU BAMBARA

Au comité local des Mureaux, la précipitation n'est pas au programme. Même s'il faut avancer lentement, les projets doivent naître des préoccupations des gens, de leurs besoins, de leur capacité à les exprimer et à les gérer.

En collaboration avec une association malienne, Benkadi, créée en 1984, le CL met en place un projet d'enseignement de la langue bambara. Ce projet répond à plusieurs constats :

- 1°) la communauté africaine et plus particulièrement malienne est importante dans la commune
- 2°) c'est l'immigration la plus récente d'un point de vue chronologique

- 3°) la méconnaissance de la langue des parents par les enfants contribue à la rupture des relations familiales
- 4°) la connaissance de la culture du pays d'origine peut favoriser une meilleure appréhension de la langue et de la culture de l'école.

Conclusion : il faut trouver un moyen souple et concerté d'apprendre le bambara, par ailleurs langue véhiculaire importante dans toute l'Afrique de l'Ouest, pour lutter contre l'échec scolaire et favoriser l'équilibre de la cellule familiale. La "différence" n'est pas, de ce point de vue, cultivée pour elle-même mais par les effets pédagogiques, sociaux et culturels qu'elle peut produire. Les militants du Mrap, en particulier

Danielle Tranny (présidente du CL) et Janine Gani (trésorière) ont mené un patient travail de concertation avant de se lancer dans la mise en place du projet. Un tour de ville parmi les parents, les enseignants, les partenaires associatifs et institutionnels a permis d'arriver au résultat suivant :

- l'association Benkadi représentée par M. Sangaré Mouzon a répondu présente. Aidé par le FAS, Benkadi organise déjà des cours de bambara au centre Alpha donnés par un professeur assistant de l'Inalco, M. Maïga. Les enfants âgés de 10 à 12 ans viennent de trois quartiers de la ville : Bougimonts, Ile de France, Vigne blanche.
- sous réserve de financement, l'édition d'un livre d'appren-

tissage est envisagé dont la conception pédagogique serait prise en charge par l'équipe de M. Dumestre à l'INALCO. La participation des enseignants (volontaires) de la circonscription pourrait s'intégrer dans des demi-journées pédagogiques.

Deux hypothèses de travail président à l'action concertée du comité. Les enfants doivent trouver du vrai plaisir à apprendre la langue que leur parlent leurs parents mais dans laquelle ils ne peuvent pas s'exprimer. L'attention des enseignants serait attirée sur les difficultés linguistiques, en particulier au niveau des sons, inhérents à l'apprentissage d'une langue non-maternelle. L'ensemble des actions entreprises et des relations ainsi tissées est censé donner à cette notion "d'interculturel" un contenu lié à la rencontre concrète des civilisations la structuration sociale de l'enfant et le ressourcement des liens familiaux étant l'aboutissement primordial.

Chérifa Benabdessadok

LE MRAP À TUNIS

Mouloud Aounit et Norbert Haddad ont représenté le MRAP à la Conférence Internationale pour la défense des droits du peuple Palestinien organisée par la ligue Tunisienne des droits de l'Homme, à Tunis les 3, 4 et 5 novembre.

Près d'une centaine de personnalités ont participé à ce symposium, mais aussi et surtout ce sont les propos exprimés et les résolutions adoptées qui ont retenu notre attention.

L'orientation générale de cette conférence a tendu vers une même finalité : la justice, la liberté et le droit du peuple Palestinien à l'indépendance et à l'autodétermination.

Précis, réaliste et non dépourvu d'humour, Yasser Arafat a adopté dans son discours, le ton de la

raison, de la volonté d'établir une paix juste et globale dans la région. Il avertit, par ailleurs, que la paix ne se fera pas sans les Palestiniens, que la route sera longue car selon son expression, "Israël est en danger de paix" et le gouvernement Shamir redoute cette situation.

L'allocation de Ramsey Clark, ex-secrétaire d'Etat Américain à la Justice, a aussi été un temps fort de cette rencontre. Fervent défenseur des droits de l'Homme, R. Clark a exprimé clairement son opinion : "La paix, c'est le respect des droits des autres (...); on empêche les Palestiniens d'envoyer leurs délégués et on vient parler de légalité internationale (...); il faut arrêter l'implantation des colonies de peuplement dans les territoires occupés par Israël (...); inclure la question de Jérusalem dans les discussions".

A un moment où la cause Palestinienne traverse l'une des périodes les plus cruciales de son histoire, il est judicieux de rappeler que l'Intifada dans les territoires occupés entre dans sa cinquième année consécutive. Ce mouvement populaire est combattu par des méthodes toujours aussi répressives. En témoignent ces chiffres :

- plus de 1 000 Palestiniens, dont 609 de moins de 16 ans sont tombés sous les balles depuis le début de l'Intifada
- 98 000 personnes ont été détenues dans les prisons israéliennes
- 92 000 ont été blessés dont 6 500 resteront handicapés.

A ce tableau sombre vient se greffer la menace de la famine dans la bande de Gaza et la situation alarmante des Palestiniens exilés au Koweït.

Les associations françaises présentes à Tunis (Cimade, Cedetim, Amfp, Assemblée Européenne

des Citoyens, le Mrap...) ont adopté un texte commun lu à l'Assemblée par Mme Hamchari, veuve du militant palestinien assassiné.

Norbert Haddad

Différences

89, rue Oberkampf
75543 Paris Cedex 11
Tél. : 48.06.88.00

Télécopie : 48.06.88.01

Directeur de la publication

Mouloud Aounit
Rédactrice en chef
Chérifa Benabdessadok

Journaliste

Isabelle Avran

Publicité

au journal

Abonnements

Isabel de Oliveira

Maquette PAO

Jean-Guy Vizet

Tél. : 46.63.76.53

Impression

Montlignon

Tél. : 33.83.80.22

Commission paritaire

n° 63634 ISSN 0247-9095

Dépôt légal 1991-12